

## CONTRÔLE N° 1 DU 2ème SEMESTRE

### Exercice I : (4,5 pts)

En baissant son taux directeur de 2,5 % à 2,25%, Bank Al Maghrib (BAM) tente de donner un coup de fouet à la croissance économique. Les banques, historiquement autistes aux décisions de politique monétaire, ont répercuté ces baisses sur les taux d'intérêt.

Mais ces baisses des taux débiteurs ont-elles eu un effet sur la distribution des crédits à l'économie ? Ou sur la facilitation de l'accès au financement bancaire pour les entreprises ? Ou plus généralement sur la croissance du PIB ? Pas vraiment. Preuve par les chiffres : en 2015, alors que les taux bancaires ont atteint un plancher historique, le robinet des crédits est resté fermé. Les créances à l'économie n'ont en effet progressé que d'un petit 2,8 %.

La problématique de la décélération du crédit au Maroc est trop structurelle pour être résolue par des ajustements du loyer de l'argent. Entre une théorie économique et monétaire, élégante et implacable, et la réalité du terrain, le fossé est énorme. Faute de pouvoir créer de la croissance, la décision de BAM reste donc symbolique. Elle envoie surtout un signal positif aux politiques et à la communauté des affaires. Mais sans plus.

Source : LE DESK publié le 23/03/2016

T.A.F.:

#### 1. Compléter le tableau ci-dessous sur votre copie : (1.5 pt)

Action de politique monétaire	Objectif intermédiaire	Objectif final

2. Relever une contrepartie à la création de la monnaie ; (0,5 pt)
3. Lire la valeur en gras soulignée du document ; (0.5pt)
4. Préciser un effet de cette évolution sur :
  - a- le marché monétaire ; (0.5 pt)
  - b- l'activité économique ; (0.5pt)
5. Expliquer le passage souligné en gras du document. ( 1 pt)

### Exercice II: ( 7 pts)

#### Maroc : Baisse des dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires se sont affichées, à fin octobre 2015, à 168,3 milliards de DH (-5,8% par rapport à la même période 2014), en raison de la diminution de 44% des émissions de la compensation et de 3,9% des autres biens et services, conjuguée à la hausse de 1,3% des dépenses de personnel et de 15,7% des charges en intérêts de la dette.

Pour ce qui est les recettes ordinaires, elles se sont établies à 165,8 milliards de DH en augmentation de 0,5%. Ceci est dû à la hausse des impôts directs de 2,4% et des impôts indirects de 0,8%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 1,5%, des droits d'enregistrement et de timbre de 0,7% et des recettes non fiscales de 6,4%.

Il est à signaler que la baisse des recettes non fiscales trouve origine notamment dans la hausse de 152,9% des recettes en atténuation de dépenses de la dette à 3,6 milliards de DH ainsi que l'absence de privatisation en 2015 comparativement à 2014 qui a enregistré une recette de 2 milliards de DH.

**T.A.F.:**

1. Lire la valeur soulignée du document ; (0.5pt)
2. Expliquer l'évolution des dépenses ordinaires ; (1pt)
3. Calculer les dépenses ordinaires à fin octobre 2014 ; (0.5pt)
4. Relever en illustrant une recette ordinaire ; ( 0.5 pt)
5. Interpréter l'évolution des recettes entre fin octobre 2014 et fin octobre 2015 ; (1pt)
6. Calculer et lire le solde ordinaire enregistré à fin Octobre 2015 ; ( 1.5 pt)
7. Préciser la nature de politique budgétaire adoptée au Maroc en 2015. justifier ; (1pt)
8. Citer et expliquer une limite de la politique budgétaire. ( 1 pt)

**Exercice III: ( 4.5 pts)****La compensation au Maroc**

Comme l'explique selon Salima Bennani, le mécanisme ne posait pas de problème avant 2008. Mais au moment de la crise économique mondiale et de la flambée des prix des produits pétroliers, la compensation est devenue un véritable gouffre financier. « *L'aspect social n'aurait jamais été abordé s'il n'y avait pas eu ce coût économique* », avoue la directrice de la caisse de compensation. En effet, à cette époque, les subventions représentaient 7 % du PIB marocain, alors que d'après les chiffres Comment remplacer les subventions?

Passer des subventions accordées aux produits aux subventions accordées directement aux consommateurs est un changement total de paradigme économique. Fin 2014, le ministre des Affaires générales expliquait d'ailleurs que d'après lui, le ciblage direct de catégories sociales précises « *ne devrait pas être mis en place* » et ne « *peut pas être mis en place* », arguant qu'il n'y a aucun indicateur permettant de définir les catégories sociales qu'une telle mesure pourrait encourager « *la paresse* ». Pour sa part, Ouadi Madhi émet une idée : créer des magasins coopératifs ou associatifs dans lesquels les détenteurs d'une carte Ramed pourraient s'approvisionner, par exemple.

Selon la directrice de l'institution, la moyenne mondiale des dépenses de compensation est de 0,7 %. En 2013, la compensation coûtait encore 40 milliards de dirhams, c'est-à-dire plus que le budget d'investissement de l'Etat. Bref, cette course au financement a provoqué une dégradation des agrégats économiques (balance des paiements, dette publique...).

Source : [www.telquel.ma](http://www.telquel.ma) publié le 15/06/2015

**T.A.F.:**

1. Expliquer le mécanisme de la compensation ; ( 1 pt)
2. Illustrer l'importance des dépenses de compensation au Maroc ; ( 1 pt)
3. Préciser une conséquence de la compensation sur:
  - a- les dépenses de l'Etat ; ( 0.5 pt)
  - b- les ménages ; ( 0.5 pt)
4. Identifier deux solutions à la compensation. (1.5pt)

**Question de synthèse : ( 4 pts)**

Sur la base des documents 2, 3 et des connaissances acquises, Expliquer les effets de l'augmentation des dépenses de compensation sur le budget de l'Etat et sur l'activité économique en proposant des solutions.